

Rôle du Gouvernement et des Parties Prenantes dans la Promotion de l'Assurance Agricole

Un focus sur l'expérience du Sénégal : un modèle d'engagement pour la résilience agricole.



Introduction

Pilier Économique

L'agriculture est un pilier fondamental de l'économie africaine, particulièrement exposée aux risques de production.

Levier de Résilience

L'assurance agricole est un levier clé pour renforcer la résilience des producteurs face aux chocs climatiques ou non climatiques.

Rôle Central

Le gouvernement et les parties prenantes jouent un rôle central dans la promotion et le développement de l'assurance agricole.



Contexte Sénégalais

Secteur Agricole Vital

L'agriculture joue un rôle central dans l'économie sénégalaise. Elle représente 20% du PIB et emploie 70% de la population active, avec 62,8% de la valeur ajoutée (en terme nominal) du secteur primaire (ANSD, 2020).

Vulnérabilité du secteur

Une vulnérabilité croissante face aux risques climatiques (sécheresses, inondations, maladies des cultures, pertes d'animaux etc....) menace la sécurité alimentaire et les revenus des Agriculteurs.

Volonté Politique

Depuis 2004, une forte volonté politique a émergé pour développer l'assurance agricole au Sénégal à travers la LOASP.

CNAAS

2008, la mise en place de la CNAAS (Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal) comme compagnie publique dédiée à l'assurance agricole.



Subvention de l'État : Un Soutien Essentiel



Prise en charge de la prime par l'État du Sénégal.

Rend les produits d'assurance accessibles aux petits producteurs.



Moins de méfiance.

Objectif : stimuler l'adoption massive de l'assurance agricole.

Exonération Fiscale



Réduction des Coûts

Les contrats d'assurance agricole sont exonérés de toutes taxes, ce qui réduit le coût global pour les producteurs.

Engagement du Secteur Privé

Cette mesure favorise l'engagement du secteur privé et des partenaires de distribution, en créant un environnement plus attractif pour l'investissement dans l'assurance agricole.

Rôle Central du Gouvernement



Politiques Intégrées

Élaborer et mettre en œuvre des politiques agricoles intégrant l'assurance.



Subventions Durables

Allouer des subventions (50 % des primes) et maintenir les exonérations fiscales.



Supervision

Superviser les compagnies nationales (CNAAS) et garantir la transparence.



Mobilisation des Partenaires

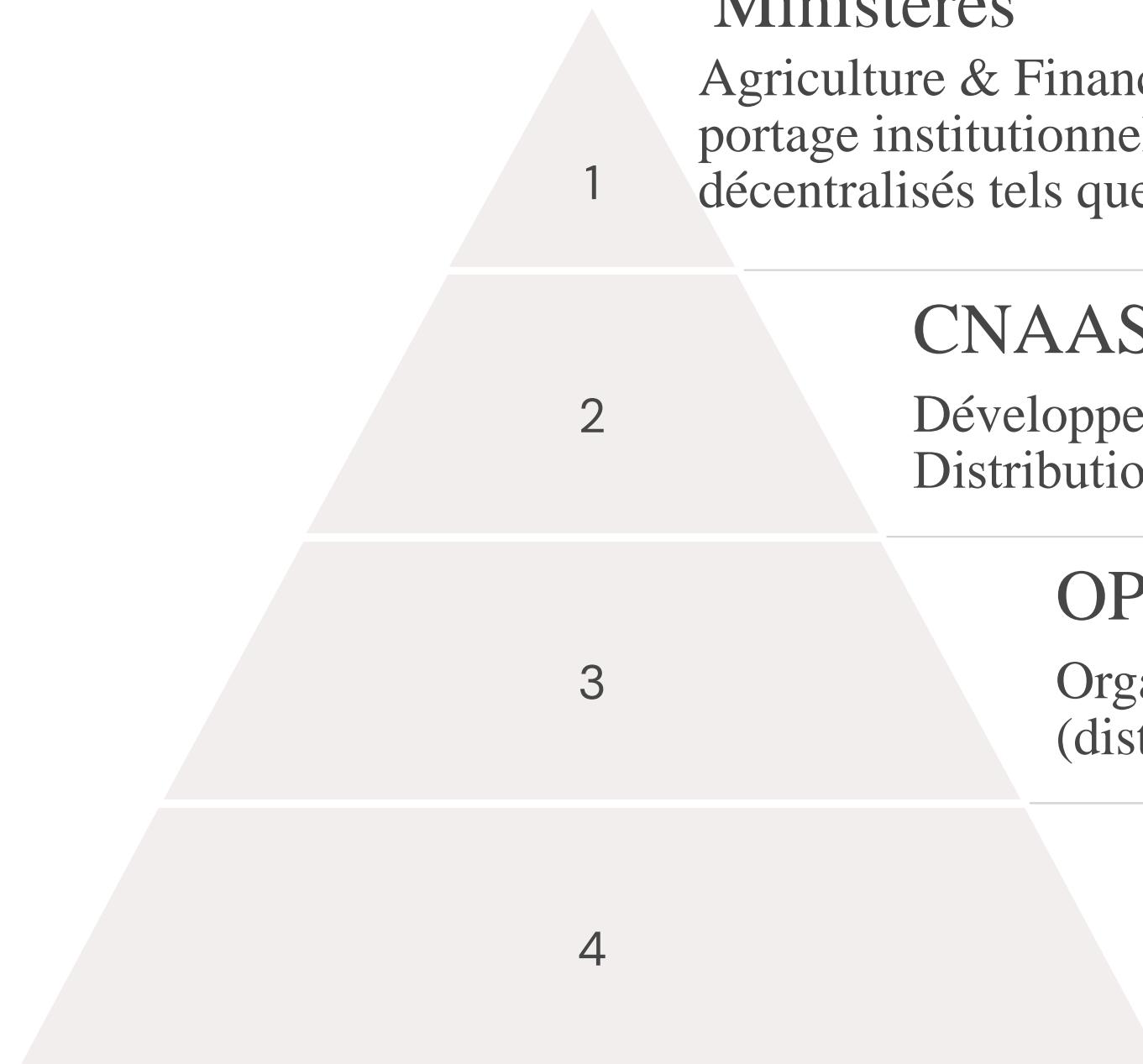
Mobiliser les partenaires techniques et financiers (Banque Mondiale, FAO, PAM...).



Digitalisation

Appuyer la digitalisation des processus de souscription et indemnisation.

Parties Prenantes Clés



Ministères

Agriculture & Finances: coordination stratégique, incitations fiscales et portage institutionnel et bras technique à travers les services décentralisés tels que : DRDR, ANCAR, Vétérinaires etc...

CNAAS/ Courtiers

Développement de produits, gestion technique, éducation assurantielle. Distribution...

OP & IF, Apporteurs d'affaires libres

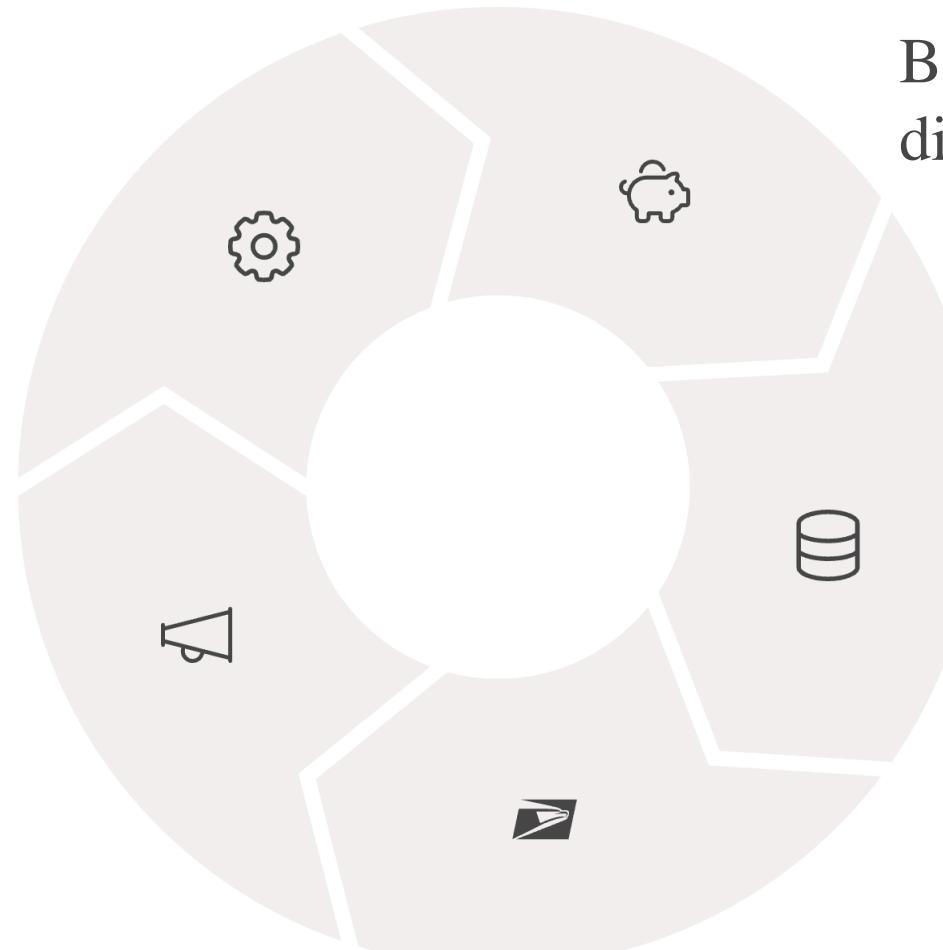
Organisations Paysannes (relais), Institutions Financières (distribution).

Projets / ONG

Financement ciblé, diffusion à grande échelle, appui à la formation locale. Subvention de la prime d'assurance etc....

Synergies avec les Partenaires

- 1. Co-construction**
Solutions d'assurance avec projets et ONG agricoles.
- 2. Campagnes Conjointes**
Sensibilisation avec les OP et partenaires.



- 3. Conventionnements**
Banques et IMF pour la distribution de masse.
- 4. Partage de Données**
Agro-climatiques avec instituts techniques et start-ups.
- 5. Intégration**
Assurances dans les paquets de services.

1. Co-construction

Travailler main dans la main avec les projets agricoles, les ONG et les coopératives pour concevoir des produits d'assurance adaptés aux besoins spécifiques des producteurs.

Impliquer les bénéficiaires dès la phase de conception pour assurer la pertinence et l'appropriation des produits d'assurance.

Exemples : développement d'une assurance indicelle riz avec un projet de développement rural ; assurance bétail co-développée avec une ONG spécialisée en élevage pastoral.

2. Campagnes Conjointes

- Organiser des campagnes de sensibilisation avec les Organisations de Producteurs (OP), ONG, institutions de microfinance, etc.
- Utiliser des supports adaptés : flyers en langues locales, spots radio communautaires, sketchs, caravanes, etc.
- Objectif : augmenter le taux de pénétration de l'assurance agricole et renforcer la compréhension des garanties et processus.

3. Signature de conventions et protocoles

- Signer des accords de distribution avec les banques, IMF, réseaux de distribution agricole, afin d'offrir des produits d'assurance en masse.
- Ces partenaires deviennent des canaux de distribution fiables et efficaces.
- Cela permet de toucher un grand nombre de producteurs via un guichet unique intégré (crédit + intrants + assurance).

4. Partage de Données

- Mettre en place des partenariats pour l'échange de données agro-climatiques avec les instituts techniques (ANACIM, ISRA, etc.) et les start-ups.
- Améliorer la précision des indices (pluviométriques, rendement, etc.) pour une meilleure réactivité et fiabilité du système d'indemnisation.
- Favoriser le développement d'outils digitaux pour le suivi des indices et le traitement des sinistres.

5. Intégration dans les Services

Intégrer l'assurance dans les packages de services agricoles proposés par les partenaires (intrants, matériels, services de conseil, etc.).

Cela facilite l'accès à l'assurance tout en augmentant la valeur ajoutée perçue par le producteur.

Approche gagnant-gagnant pour le producteur, l'assureur et les autres partenaires de la chaîne de valeur.



Enjeux et Défis



Pérennisation de la Subvention

Assurer la continuité du soutien financier de l'État.
Trouver des partenaires qui subventionnent de manière durable la prime.

Digitalisation Accélérée

Renforcer les processus de souscription et d'indemnisation

Élargissement de la Base

Passage à l'échelle.

Mesure d'Impact

Évaluer l'impact réel sur la résilience des producteurs.



Conclusion

Le rôle du gouvernement est indispensable pour créer un environnement incitatif et favorable à l'assurance agricole. En intégrant l'assurance sur le programme des intrants subventionnés par l'état.

La collaboration entre l'État, les compagnies d'assurance Agricole et les parties prenantes est un modèle à valoriser pour une approche holistique.

L'exemple sénégalais montre qu'une politique volontariste peut significativement favoriser l'adoption de l'assurance agricole.

Poursuivre les efforts de sensibilisation, d'innovation et de financement est essentiel pour pérenniser ces acquis et étendre leur portée.

**MERCI DE VOTRE AIMABLE
ATTENTION**

